



Interpellation

Déposé le 11.03.14

14-INT-239

Scanné le _____

Combien de programmes pour les auteurs de violences domestiques sont-ils ordonnés ?

La problématique des violences domestiques¹ est une malheureuse réalité, en Suisse, comme dans notre canton. La statistique policière de la criminalité (SPC) fait état, pour 2012, de 15'957 infractions de violence dans le contexte de la violence domestique dont 46 tentatives d'homicide, 22 homicides, 81 lésions corporelles graves et 197 viols.

Les programmes thérapeutiques pour les auteurs se sont développés dès les années 1980. Ces derniers visent à compléter les mesures de protection envers les victimes en amenant l'auteur de violences domestiques à questionner ses agissements et à travailler sur des stratégies personnelles pour contenir la violence qu'ils exercent à l'encontre de leur compagne ou épouse² ou envers des membres de leur famille.

Lors d'un colloque organisé en décembre 2012 par le Bureau de l'égalité vaudois sur le thème des violences domestiques et des enjeux et perspectives autour du système judiciaire, les programmes socio-éducatifs et thérapeutiques élaborés dans le canton de Vaud pour endiguer la violence domestique, notamment pour être suivis de manière contrainte par des auteurs de violence dans le couple, ont été mentionnés. Dans ce cadre, il a alors été souligné que dans notre canton, ces programmes ne sont que peu ordonnés par les magistrats alors que le cadre légal en vigueur permettrait pourtant aux juges d'ordonner la mise en oeuvre de tels programmes non seulement dans la phase postérieure au jugement mais également au stade antérieur, en particulier en qualité de mesure de substitution à la détention provisoire.

Partant de ces éléments, nous avons l'honneur de poser les questions suivantes au Conseil d'Etat :

- 1) Quel(s) est/sont le(s) programme(s) thérapeutique(s) pour auteurs de violences domestiques ordonné(s) dans notre canton ?
- 2) Quels organismes le(s) dispense(nt) et avec quels soutiens publics ?
- 3) Combien de programmes (dans la phase postérieure au jugement et en tant que mesure de substitution à la détention provisoire) ont été ordonnés par l'Ordre judiciaire ces 5 dernières années ?
- 4) Une évaluation (sur la récidive notamment) de ce(s) programme(s) a-t-elle été effectuée ? Si oui, quels en sont les résultats ?

Lausanne, le 11 mars 2014

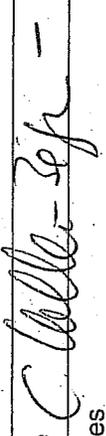

Rebecca Ruiz

Ne souhaite pas développer

¹ La définition des violences domestiques de l'Office fédéral de la statistique est la suivante : « exercice ou menace d'une violence entre un couple ayant une relation actuelle ou passée, qu'ils soient mariés ou non, entre parent et enfant ou entre personnes ayant d'autres liens de parenté ».

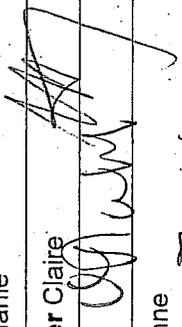
² La SPC de 2012 montre que dans 48.9% des cas, la relation entre lésé et prévenu est une relation de couple. Dans 27.4% des cas, il s'agit de violence entre anciens partenaires.

Liste des députés signataires – état au 21 janvier 2014

Aellen Catherine 

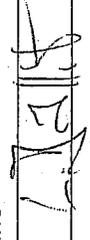
Ansermet Jacques

Apothéoz Stéphanie

Attinger Doepper Claire 

Aubert Mireille 

Baehler Bech Anne

Ballif Laurent 

Bally Alexis

Bendahan Samuel 

Berthoud Alexandre

Bezengon Jean-Luc

Blanc Mathieu

Bolay Guy-Philippe

Bonny Dominique-Richard

Borloz Frédéric

Bory Marc-André

Bovay Alain

Brélaz Daniel

Brélaz François

Buffat Marc-Olivier

Buffat Michaël

Butera Sonya

Cachin Jean-François

Calpini Christa

Capit Gloria

Chapalay Albert

Chappuis Laurent

Cherbuin Amélie 

Chevalley Christine

Chollet Jean-Luc

Chollet Jean-Marc

Christen Jérôme

Christin Dominique-Ella

Collet Michel

Cornamusaz Philippe

Courdesse Régis

Creteigny Gérald

Creteigny Laurence 

Crottaz Brigitte

De Montmollin Martial

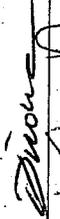
Debliuè François

Démétriades Alexandre

Desmeulès Michel

Despot Fabienne

Devaud Grégory

Divorner Didier 

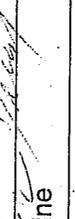
Dolivo Jean-Michel 

Ducommun Philippe

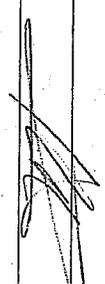
Dupontet Aline 

Durussel José

Duvoisin Ginette 

Ehrwein Nihan Céline 

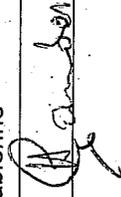
Epars Olivier

Favez Jean-Michel 

Favrod Pierre-Alain

Ferrari Yves

Freymond Cantone Fabienne

Gander Hugues 

Genton Jean-Marc

Germain Philippe

Glauser Alice

Glauser Nicolas

Golaz Olivier

Grandjean Pierre

Grobéty Philippe

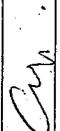
Guignard Pierre

Haldy Jacques

Haury Jacques-André

Hurni Véronique 

Induni Valérie

Jaquet-Berger Christiane 

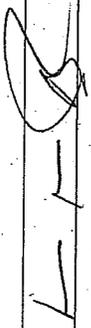
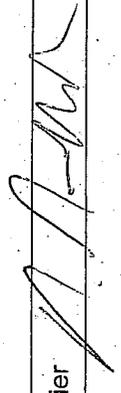
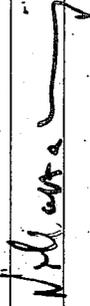
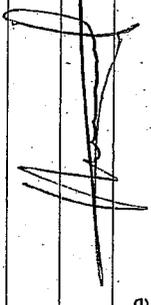
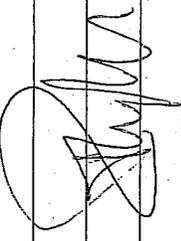
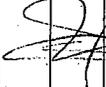
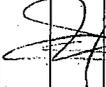
Jaquier Rémy

Jobin Philippe

Jungclauss Delarze Suzanne

Kappeler Hans Rudolf

Liste des députés signataires – état au 21 janvier 2014

Kernen Olivier		Nicolet Jean-Marc		Rydlo Alexandre	
Kunze Christian		Oran Marc		Schaller Graziella	
Labouchère Catherine		Papilloud Anne		Schobinger Bastien	
Lachat Patricia		Payot François		Schwaar Valérie	
Luisier Christelle		Pernoud Pierre-André		Schwab Claude	
Mahaim Raphaël		Perrin Jacques		Sonnay Eric	
Maillefer Denis-Olivier		Pidoux Jean-Yves		Sordet Jean-Marc	
Manzini Pascale		Pillonel Cédric		Surer Jean-Marie	
Marion Axel		Podio Sylvie		Thuillard Jean-François	
Mattenberger Nicolas		Probst Delphine		Tosato Oscar	
Matter Claude		Randin Philippe		Treboux Maurice	
Mayor Olivier		Rapaz Pierre-Yves		Trolliet Daniel	
Meienberger Daniel		Ravenel Yves		Tschopp Jean	
Meldem Martine		Renaud Michel		Uffer Filip	
Melly Serge		Rey-Marion Alette		Venzelos Vassilis	
Meyer Roxanne		Rezzo Stéphane		Voiblet Claude-Alain	
Miéville Laurent		Richard Claire		Volet Pierre	
Miéville Michel		Riesen Werner		Vuarnoz Annick	
Modoux Philippe		Rochat Nicolas		Vuillemin Philippe	
Mojon Gérard		Romano Myriam		Weber-Jobé Monique	
Montangero Stéphane		Roulet Catherine		Wehrli Laurent	
Mossi Michele		Roulet-Grin Pierrette		Wüthrich Andreas	
Neiryneck Jacques		Rubattel Denis		Wyssa Claudine	
Neyroud Maurice		Ruch Daniel		Yersin Jean-Robert	
Nicolet Jacques		Ruiz Rebecca		Züger Eric	